

**Avenant n° 81 du 27 novembre 2023**  
relatif au départ à la retraite à l'initiative du salarié

NOR : ASET2351299M

IDCC : 454

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Domaines skiabiles,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FO ;**

**FNST CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

La convention collective prévoit, pour les salariés demandant à partir en retraite, une majoration en pourcentage de leur indemnité en fonction de leur âge. L'échelle de ces pourcentages courait jusqu'à 65 ans. Au regard des évolutions instaurées par la réforme des retraites de 2023, les partenaires sociaux signataires sont convenus de porter cette échelle jusqu'à 67 ans et de réajuster lesdits pourcentages.

**Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application**

Le champ d'application du présent avenant est celui défini par l'article 1.1 de la convention collective nationale des remontées mécaniques et domaines skiabiles du 15 mai 1968.

**Article 2 | Objet**

Le présent avenant vient modifier la convention collective des remontées mécaniques et domaines skiabiles signée le 30 septembre 2021.

### **Article 3 | Majoration de l'indemnité en cas de départ à la retraite à l'initiative du salarié**

Le dernier alinéa de l'article 3.23.1 « Départ à la retraite à l'initiative du salarié », et l'échelle de pourcentages et d'âge qui s'ensuit, soit ainsi modifiés :

- « Pour tous les salariés comptabilisant plus de 10 ans d'ancienneté (au sens de l'article 3.17 de la convention collective nationale), l'indemnité sera majorée de :
- 2,5 % en cas de départ entre 65 et 67 ans ;
- 3 % en cas de départ entre 64 et 65 ans ;
- 4 % en cas de départ entre 63 et 64 ans ;
- 6 % en cas de départ entre 62 et 63 ans ;
- 8 % en cas de départ entre 61 et 62 ans ;
- 12,5 % en cas de départ avant 61 ans. »

### **Article 4 | Égalité de traitement entre les femmes et les hommes**

Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale et à ancienneté égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois.

### **Article 5 | Entreprises de moins de 50 salariés**

Conformément aux dispositions du code du travail, il est précisé qu'en raison de sa finalité, le présent avenant ne justifie pas de prévoir, pour les entreprises de moins de 50 salariés, des stipulations spécifiques.

### **Article 6 | Entrée en vigueur, durée, révision et dénonciation du présent avenant**

Le présent avenant entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail. Toute demande en ce sens, devant être adressée sur la base d'un délai de prévenance d'au moins 1 mois. Les organisations syndicales de salariés et organisations professionnelles d'employeurs habilitées à engager la procédure de révision sont déterminées conformément aux dispositions légales.

Le présent avenant peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

### **Article 7 | Diffusion de l'avenant**

Le présent avenant sera adressé à l'ensemble des partenaires sociaux représentés dans la profession au jour de sa signature.

Il sera également diffusé aux entreprises adhérentes de domaines skiables de France.

### **Article 8 | Dépôt**

Le présent avenant sera déposé auprès de la direction générale du travail. Un exemplaire sera également remis au greffe du conseil des prud'hommes de Chambéry.

## **Article 9 | Extension**

Les dispositions susvisées seront également soumises à la procédure d'extension prévue par le code du travail.

*Fait à Francin, le 27 novembre 2023.*

(Suivent les signatures.)